

---

# La politique américaine au Proche-Orient

## *Retour de la géopolitique*

---

Roger Heacock

**S'il existe un lieu commun concernant la région proche-orientale, c'est que les Etats-Unis soutiennent Israël. Cette vérité est encore plus criante durant les années Clinton. Ce dernier n'a jamais cessé d'affirmer son attachement tout particulier à Israël, en tant qu'Etat et en tant que peuple. Cet attachement est encore plus apparent en ce qui concerne l'équipe travailliste de Pérès, et, avant lui, de Rabin.**

L'administration Clinton n'a pas beaucoup de sympathie pour les Arabes (on se souviendra qu'il avait refusé le soutien politique des Arabes américains durant sa campagne électorale, geste tellement insultant qu'il a par la suite dû se rétracter... en partie). Il n'a pas "d'atomes crochus" avec les Arabes en général, leurs sociétés et leurs Etats: la Syrie, le Liban, les Palestiniens, aux yeux desquels sa préférence flagrante pour la partie adverse en fait un piètre médiateur. Il est vrai que c'est, du moins pour l'instant, le seul qu'ils aient, les Européens s'étant retirés du jeu depuis l'ouverture des pourparlers de Madrid en novembre 1991.

Ce déséquilibre était moins apparent dans l'équipe Bush-Baker. Ce dernier, même s'il a fort déplu aux Palestiniens durant les différentes phases préparatoires du processus menant à Madrid, puis à Washington et Oslo, savait également exercer de fortes pressions sur les dirigeants israéliens de l'époque, Itzhak Sbamir en tête. Et Bush a même été jusqu'à se plaindre ouvertement des énormes pressions du lobby pro-israélien à Washington, et singulièrement au Congrès. Même si chacun sait que ces

---

Eté 1996

pressions se font sentir aux moments cruciaux d'un processus de décision affectant Israël, c'est le genre de vérité qu'un président en fonction, que tout homme ou femme ayant des visées politiques électorales, doit se garder d'exprimer publiquement, de peur de retombées politiques graves (Truman l'a fait seulement après avoir quitté la Maison-Blanche, Nixon dans le secret supposé de son bureau ovale, dans les conversations en tête à tête avec Kissinger qu'il enregistrait lui-même, sans savoir naturellement qu'elles seraient un jour dans le domaine public). Bien entendu, les relations entre les Etats-Unis et Israël au début des années 1990 auraient été plus tendues sous n'importe quelle présidence, puisqu'il s'agissait de traiter avec les intraitables chef du Likoud. D'autre part, l'Intifada ou soulèvement palestinien, défrayait encore les chroniques du temps de Bush, en tant que mouvement civil essentiellement non-violent (et en tout cas non-armé) contre une occupation israélienne excessivement répressive. L'opinion mondiale était donc bien plus accessible aux thèses des Arabes en général, des Palestiniens en particulier, et cette opinion mondiale ne pouvait qu'influencer la politique de la Maison-Blanche, dont elle devait peu ou prou tenir compte, au fur et à mesure que le pouvoir, puis l'existence de l'Union soviétique s'effritait.

C'est suite à la conférence de Madrid et aux négociations qui ont suivi, que le pendule a basculé dans l'autre sens. Paradoxalement, parce que les parties arabes avaient alors pour la première fois accepté des conditions qu'elles jugeaient inacceptables auparavant: pas de conférence internationale sous les auspices de l'ONU, des négociations bilatérales entre chacun des Etats arabes et Israël (au lieu que tous les protagonistes arabes soient représentés dans une seule délégation), pas de négociateur palestinien indépendant (leur délégation faisait partie de celle de la Jordanie), pas de rôle (visible) de l'OLP.

En acceptant la négociation avec les Arabes dans des conditions fort favorables, Israël fut instantanément libéré de toute critique à son égard, du genre de celles qu'il avait dû supporter pendant quelque temps de la part de l'Occident: il était disposé à négocier, et la critique vis-à-vis des Arabes prit à nouveau de l'ampleur. Même le traumatisme décisif du massacre d'Hébron (en février 1994) ne renversa pas la tendance au soutien à Israël de la part de ses alliés, et notamment des Etats-Unis. En tuant 29 croyants musulmans prosternés pour la prière, un colon israélien plaça son gouvernement et la communauté internationale devant un défi que ce dernier avait pour devoir de affronter sans tarder: il fallait agir, de façon décisive, pour montrer que ce genre de tuerie massive et aveugle ne serait pas toléré. Ce qui se passa dans les faits fut que la réaction immédiate et violente des Palestiniens provoqua la mort d'une dizaine d'entre eux dans la semaine qui suivit le massacre, sous les balles des soldats ayant pour mandat de mater toute émeute. Au lieu de prendre des mesures décisives et symboliques (il fallait, par exemple, évacuer les quelque quarante familles de colons, particulièrement extrémistes, du centre de la ville d'Hébron, et qui empêchent par leur présence le retour d'un semblant de calme tout en entravant sérieusement les activités sociales et économiques de 100.000 Palestiniens), il dénonça, très sincèrement du reste, l'assassin (l'appelant un " Hamas Jew "). Quant à la

communauté internationale, les Etats-Unis en tête, après avoir donné son accord pour qu'il y ait, pendant une période limitée, des observateurs internationaux à Hébron (qui furent soumis au convre-feu à chaque fois que l'armée ne voulait pas de leur présence, ce qui provoqua leur départ au bout de quelques mois), elle appela Arafat à reprendre les négociations sans tarder et sans conditions, chose qu'il fit après une période minimale de deuil. La terrible blessure se cicatrisa ainsi superficiellement, alors qu'elle restait béante en profondeur. Un acte horrible mais aberrant fut ainsi transformé pour toujours, dans la conscience collective palestinienne, en remise en scène d'un sacrifice quasi-biblique (n'oublions pas qu'Hébron fut le lieu de naissance et de sépulture du patriarche Abraham), les croyants prosternés ayant pris la place d'Isaac. Ce terrible souvenir vient rejoindre celui du chef de police de la ville de Jérusalem se faisant porter en triomphe sur les épaules d'une foule d'Israéliens le lendemain du massacre de 19 croyants sur l'esplanade de la mosquée al-Aqsa en 1990, avec cette différence, qu'aucune confrontation israélo-palestinienne n'avait précédé l'acte meurtrier d'Hébron. Conséquence directe de cette blessure: pour la première fois, des Palestiniens adoptèrent en 1994 la tactique imparable, des attaques-suicides, réservées jusqu'alors à d'autres: des Iraniens face à l'invasion irakienne, des Libanais contre différents occupants, américain, français, israélien, en 1982), tactique qui caractérise une forme extrême de désespoir. Dans le cas d'espèce, ce choix marquait la fin véritable de l'Intifada, qui avait fait appel au soutien du monde extérieur, dans lequel une majorité de l'opinion publique palestinienne avait maintenant perdu tout espoir et toute intérêt (même si cette même majorité réprouvait les attaques contre des civils).

Les Etats-Unis, pour leur part, s'engageaient de plus en plus clairement en faveur d'Israël dans ses négociations avec les Palestiniens, d'autant plus que le roi Hussein de Jordanie avait lui aussi conclu une paix formelle. Bill Clinton parlait aussi souvent que possible de son attachement à l'Etat Hébreu (révélant que son pasteur lui avait depuis sa jeunesse ordonné de travailler et prier pour Israël); il fit de l'assassinat de Rabin une affaire de famille, et vint aussitôt pour rassurer les Israéliens traumatisés par les attentats dévastateurs de 1996. Ces derniers précipitèrent également la tenue de la conférence de Sharm-el-Sheikh au mois de mars, à laquelle la solidarité internationale, et singulièrement américaine, avec Israël éclata encore plus au grand jour.

---

## La priorité américaine: la stabilité au Proche-Orient

---

Lorsqu'on analyse les événements de plus près, l'on perçoit clairement que dans la période de l'après-Guerre froide, les intérêts géo-stratégiques des Etats-Unis ne sont pas nécessairement identiques à ceux de son protégé régional. La priorité américaine est aujourd'hui de parvenir à la

---

Eté 1996

stabilité dans les rapports arabo-israéliens. Il ne s'agit donc plus de soutenir ses alliés stratégiques face au camp adverse (soviétique, qui n'existe plus), mais de re-travailler les contours même du camp ami, en créant un "nouveau Moyen-Orient" qui engloberait tous ou du moins les principaux antagonistes de la période précédente. Dans cette perspective, le grand manquant actuellement, est, bien sûr, la Syrie, et la priorité des priorités pour les Etats-Unis est donc de parvenir à un accord de paix entre la Syrie et Israël. Le président Clinton ne cesse d'y faire allusion en assurant que la Syrie est activement engagée dans cette voie et même, chose rare s'il en est, de signifier son désaccord avec les Premiers ministres Rabin, puis Pères, lorsque ceux-ci expriment une vision quelque peu différente. Il est donc clair que l'objectif de la stabilité est difficile à atteindre, mais pas dans l'esprit des dirigeants américains, impossible, pour autant que les mesures prises dans les différents domaines d'intervention (diplomatique, économique, militaire) par Israël soient parfaitement compatibles avec les leurs. Stabilité ne veut pas dire paix, au vrai sens du terme, et les Américains sont d'accord avec Israël pour déstabiliser l'Iran, le boycotter et l'isoler, la même chose s'appliquant à la Libye; il est, à cet égard, intéressant de noter que l'affaire de l'usine souterraine d'armement chimique en Libye, que tout le monde savait en construction depuis au moins trois ans, devient un *casus belli* pour les Américains et sa destruction, une priorité (le secrétaire à la Défense William Perry n'excluant même pas une trappe nucléaire, si tout autre moyen devait échouer). Au grand dam de Shimon Pères, la Syrie a été invitée à la conférence de Sharm-el-Sheikh (geste signifiant mais purement symbolique, puisque, vu l'ordre du jour, prévoyant surtout le soutien à Israël, il était exclu d'avance que la Syrie accepte). La vision américaine de la stabilité au Proche-Orient signifie donc d'abord faire la paix entre Israël et la Syrie. Ceci signifie que le plateau du Golan soit rétrocédé (dans des frontières précises à convenir). C'est une idée qui est difficilement acceptable pour les Israéliens, et pour la faire passer, Pères doit d'abord se faire, en Israël, une réputation d'homme fort.

Les raisons de ce changement de cap (bien relatif il est vrai) en faveur d'une stabilité régionale par-dessus tout, qui doit reposer sur une paix avec la Syrie (même l'ambassadeur des Etats-Unis en Israël, Martin Indyk, connu pour ses positions ontrancièremment pro-israéliennes, ne cesse de marteler ce message) sont multiples et liées à des mutations internationales ayant pris forme ces dernières années et qui sont encore en cours.

D'abord, une telle stabilité est maintenant dans le domaine du possible (et donc du politiquement désirable), puisqu'il n'y a plus aucune surpuissance vers laquelle les parties peuvent se tourner en quête d'une politique d'équilibre contre Israël (ou, dans le cas d'Israël, une puissance que l'on peut suffisamment provoquer, par exemple comme elle le faisait jadis par l'annonce du succès des tirs de missiles à longue portée, pour que l'URSS riposte par des menaces mettant fin à toute velléité d'avancer vers l'entente régionale).

L'impasse sur le conflit israélo-arabe a apporté des avantages aux Etats-Unis, sous forme de bases militaires, de protectorats virtuels,

d'influence accrue, mais à un prix que les dirigeants actuels, euore plus que leurs prédécesseurs, rechignent à payer, sous forme de guerres par pions interposés, de préparation continue au combat, et même d'intervention militaire directe, comme au Liban en 1982 et au Koweït en 1991. Dans cette perspective, il n'y a pas de raison de ne pas chercher le compromis aujourd'hui, du point de vue des Etats-Unis, car ce serait eux, comme cela a déjà été le cas pour les accords israéliens avec l'Egypte et la Jordanie, qui joueraient les intermédiaires et qui seraient les premiers à profiter de tout accord conclu, déjà en s'en portant garants. Le danger prévisible, une telle paix une fois signée, est mineur aux yeux des Etats-Unis. Le coût moral mais aussi économique d'une continuation du *statu quo* risque donc d'être élevé, puisque l'opinion américaine sait que la guerre froide n'est plus. Assez influencée par l'alarmisme régnant au sujet de l'islamisme, qui serait une menace pour la "civilisation" occidentale, elle sait également que ni la Syrie, ni le Liban ne sont des régimes islamistes, bien au contraire. Il faut ajouter un facteur secondaire mais significatif qui a profondément marqué l'opinion américaine: le "syndrome de la guerre du Golfe", c'est-à-dire cet ensemble de maladies physiques et psychiques dont ont été touchés, à des degrés divers, des milliers de soldats américains ayant été sur le théâtre des opérations en 1990-1991. Il est maintenant virtuellement certain que ces maladies et malaises furent le résultat cumulatif des différentes inoculations administrées aux GI avant de les dépêcher sur le champ de bataille. L'interprétation populaire en est que le coût en vies humaines gâchées, sinon perdues, même dans le cas d'une guerre régionale contre un adversaire inégal, peut être élevé.

Deuxièmement, la situation régionale a changé pour les décideurs américains, encore une fois suite à l'implosion de l'Union Soviétique et aux deux guerres du Golfe (Iran-Irak et Irak-Etats-Unis). Aujourd'hui, l'influence stratégique américaine au Proche et Moyen-Orient est incontestable, du Caire à l'océan Indien. Malgré la rhétorique anti-iranienne dans laquelle se relaient les Etats-Unis et Israël, l'idée que la région est menacée d'une vague khoméiniste ne fait plus recette, après les piètres résultats de l'"exportation de la révolution iranienne" depuis 1979.

Troisièmement, la région méditerranéenne, distincte de celle du Moyen-Orient, mais très proche d'elle, est également menacée dans sa stabilité. Si l'on fait exception des problèmes de l'ex-Yougoslavie qui n'est pas à proprement parler méditerranéenne, c'est la tension entre la Grèce et la Turquie qui est la plus dangereuse pour la région d'une part, mais aussi pour l'Otan et donc pour les Etats-Unis. Cette tension ne fait que monter et se concentre de plus en plus sur ses points les plus sensibles qui ne tiennent pas à la douloureuse partition de Chypre, mais plutôt à la souveraineté sur la pléiade d'îles de l'Egée orientale, qui contrôlent les ressources minières que les deux pays convoient, comme pouvant fournir la solution à leurs problèmes économiques et donc sociaux. Les relations entre les Etats-Unis qui soutiennent résolument la Turquie (et notamment pour des raisons liées à la politique proche-orientale), et la Grèce, jamais excellentes, se sont dégradées dans le contexte de cette

---

Eté 1996

crise. Parce que la Grèce est membre de l'UE (bien qu'un des pays jouissant de relativement moins d'appui parmi les puissants, tels que l'Espagne ou le Portugal, ne soient pas raliés avec beaucoup d'enthousiasme aux thèses dominantes concernant l'ex-Yougoslavie), les Etats-Unis doivent faire face dans la région à une interaction compliquée où les tensions ne peuvent qu'augmenter.

Quatrièmement, les soucis américains d'ordre mondial sont en train de retourner à leurs sources. Durant la Guerre froide, les zones de conflit majeur potentiel étaient l'Extrême-Orient et l'Asie du sud-est (Corée, Indochine), ainsi bien sûr que l'Europe de l'est (Berlin, révolution hongroise, printemps de Prague). Les crises et guerres du Moyen-Orient, nombreuses, avaient été menées surtout par des partenaires subordonnés des deux côtés, et non pas par les superpuissances elles-mêmes (même si Nixon a fait mine de mettre en état d'alerte les forces aériennes stratégiques et l'arsenal nucléaire en octobre 1973 pour parer à toute velléité d'intervention soviétique aux côtés de l'Egypte et de la Syrie dans la guerre d'octobre). A présent, avec la consolidation de la position américaine dans la région ainsi que la relativisation de la menace iranienne, il y a une forte volonté aux Etats-Unis de mener les conflits à leur terme dans la mesure du possible, afin de faire face à des défis renaissants ailleurs: relations avec la Corée du nord, la Chine, la Russie. Si l'on ajoute à ces nouveaux-anciens adversaires le danger fortement perçu à Washington de la diffusion nucléaire, l'on comprend que la liste des soucis stratégiques ne fait que s'allonger. Israël possède la bombe nucléaire, et les Arabes (et l'Iran) n'abandonneront jamais entièrement le rêve de l'acquérir un jour, ou son équivalent chimique ou bactériologique, avec en plus, le sentiment d'avoir le droit de leur côté.

Enfin l'on constate que les blocs des alliés-concurrents se renforcent sur les plans global et régional. Globalement, le Japon représente un contrepoids de taille aux positions économiques américaines, en Asie et sur le continent nord-américain lui-même, sa progression étant freinée à présent uniquement par des mesures protectionnistes et d'exclusion. Le déséquilibre des balances de paiement avec le Japon ne cesse, malgré tous les efforts, de se creuser. Quant à la région du Moyen-Orient, c'est l'Europe qui y est le concurrent majeur des Etats-Unis. Le fait que l'Europe soit le premier donateur pour les Palestiniens est bien vu par les Etats-Unis dans le court terme, mais tout le monde sait que l'aide et les échanges, c'est à moyen terme l'influence. Le processus de paix est la création des Américains. Plus il fait mine d'échouer, plus les Etats-Unis en font les frais. Déjà la Syrie, le Liban et les Palestiniens réclament un rôle européen plus actif, idée qui plaît beaucoup à la France, l'Italie et l'Espagne (pays méditerranéens) et beaucoup moins au Royaume-Uni et à l'Allemagne (pour des raisons différentes d'ailleurs).

Il existe aussi un contentieux concernant l'Iran, accusé de soutenir le terrorisme. Le boycott réclamé par les Etats-Unis et Israël ne sera jamais respecté par les Européens, car la mise au pas de l'Irak ne leur laisse plus d'autre base d'appui économiquement puissante dans la région. L'Europe (en particulier la France) a réactivé sa diplomatie à l'égard de la Syrie et du Liban, quelle rétablirait bien comme plaque tournante bancaire, à

l'instar de ce qu'il était avant 1975. Un tel développement serait favorable aux intérêts européens, par rapport à ceux des Américains dont les capitaux sont surtout liés aux pays du Golfe, Arabie saoudite en tête. Le fameux "nouveau Moyen-Orient", lié à Shimon Pérès, est en fait une vision américaine, qui passe par une présence importante israélienne sur les marchés arabes. Cette vision dépend donc, pour sa réalisation, de la paix entre Israël et ses adversaires, surtout la Syrie. En attendant, les Etats-Unis, quoique bien ancrés aujourd'hui dans le monde arabe, n'ont pas la base économique stratégique qu'il leur faudrait (sauf en ce qui concerne le pétrole). Elle ne peut leur être fournie que par la paix entre Israël et ses voisins. Bien sûr, à cet égard, la destruction de l'économie irakienne a beaucoup avantaagé la position américaine, puisque les intérêts européens y étaient prépondérants.

---

## Conditions de la stabilité

---

Les Etats-Unis désirent enfin la paix entre Israël et les Arabes. Afin d'y parvenir, ils doivent réussir trois choses à la fois: 1. Convaincre Israël d'y consentir (c'est-à-dire de faire les concessions qui, seules, peuvent l'assurer); 2. Conserver leurs relations privilégiées avec les régimes-clés arabes: Arabie saoudite, Egypte, Jordanie; et 3. Offrir des conditions à la Syrie que cette dernière peut accepter. Le Liban et les Palestiniens sont considérés comme n'étant pas des facteurs majeurs dans l'équation (ou comme ne l'étant plus, en ce qui concerne les Palestiniens: ils détenaient la clé du processus tant qu'ils n'avaient pas signé l'accord d'Oslo. Dès cet instant, ils l'ont perdue à tout jamais).

C'est pour cela que des élections anticipées ont été décidées en Israël. L'avantage dont Pérès jouissait vis-à-vis de son adversaire principal, Netanyahu, suite à l'assassinat de Rabin, était tel avant la vague des attentats-suicides, qu'il paraissait être en mesure de faire passer tous ses projets sans difficulté. Clinton espérait qu'une percée avec la Syrie pourrait suivre les élections israéliennes directement, chose qui l'aurait aidé dans sa propre quête d'une réélection à la Maison-Blanche. Le scénario est resté intact après les attentats, mais beaucoup plus difficile à réaliser. En même temps, suite à ses mêmes attentats, les relations régionales entre les Etats-Unis et l'Union Européenne sont devenues plus difficiles: d'abord, avec la totale identification par la voix du président Clinton, des Etats-Unis avec Israël, exprimée lors de la conférence de Sharm-el-Sheikh et du voyage de ce dernier en Israël, les pays européens et arabes ont dû se démarquer en exigeant et en obtenant un ordre du jour plus étendu que la seule lutte contre le terrorisme, afin que Sharm-el-Sheikh mérite sa dénomination de "Conférence des bâtisseurs de la paix". L'on y fit au moins allusion aux souffrances du peuple palestinien soumis à une longue fermeture, avec totale interdiction du passage des personnes et des biens. Lors du suivi de la conférence à Washington, les

---

Eté 1996

Etats-Unis et Israël se trouvèrent encore seuls dans leur désir de limiter l'ordre du jour à la seule question du terrorisme, l'Europe et les Arabes s'étant concertés pour exiger l'élargissement. Tout ceci n'eut de valeur que symbolique, les cartes maîtresse restant aux mains des Etats-Unis; mais c'est un indice important de tendances inhérentes à une situation de gel dans les pourparlers de paix. La solution proposée par les Etats-Unis — donner plus d'agent à l'Autorité palestinienne pour mieux supporter le siège économique auquel sont soumis la Cisjordanie et Gaza — et bien qu'acceptée par les autres parties, ne pourrait masquer les dangers de l'isolement, bien relatif et bien temporaire il est vrai, des Américains dès que "leur" processus de paix s'empêtrera. A cet égard on peut aujourd'hui se demander s'ils avaient raison d'encourager la Norvège à devenir le médiateur officiel entre Israéliens et Palestiniens. D'autres candidats s'étaient présentés, dont l'Espagne et l'Italie (la France aussi, mais elle est un acteur trop considérable dans le cadre d'un processus sous tutelle américaine). La Norvège, membre de l'Otan mais pas de l'UE, était l'intermédiaire idéal du point de vue américain. Mais c'est un pays dont le poids politique n'est peut-être pas assez important et dont le manque de liens avec les grandes puissances européennes fait qu'elle ne les engage pas forcément aussi irrévocablement que l'aurait fait par exemple l'Italie, dans ce qui est justement devenu le "processus d'Oslo".

Les Etats-Unis sentent donc que le temps est arrivé pour Israël de parvenir à la paix avec la Syrie, par la restitution du Golan. Le problème est que, pour obtenir ce résultat, la contrepartie a été clairement indiquée par le Premier ministre israélien: c'est la "neutralisation" des Libanais et des Palestiniens. Neutralisation dans le sens où les Syriens doivent assurer le contrôle militaire (à leur façon, c'est-à-dire sans faille) dans le sud libanais, ce qui signifie, non pas une retraite syrienne, mais une extension de son influence. Par ce moyen, le Liban ne peut jamais devenir un acteur autonome dans le système régional, encore moins redevenir la plaque tournante financière (la "Suisse") du Moyen-Orient. Les négociations finales avec les Palestiniens ne doivent pas aller sensiblement plus loin que les accords intérimaires existants. Pérès a dit clairement qu'il ne veut pas négocier sur Jérusalem ni sur les réfugiés de 1948 et il a indiqué que toutes les colonies israéliennes en Cisjordanie devaient rester en place. Sur ce dernier point, il n'a pas été aussi définitif et il entend sans doute négocier l'évacuation de quelques colonies particulièrement isolées et petites contre le contrôle sur celles qui lui tiennent à cœur, celles de la région de Jérusalem et la ville elle-même dans sa globalité. Les ressources en eau sont d'ailleurs un autre domaine dans lequel Israël, pour faire preuve de flexibilité, serait apte à accepter une solution de compromis, vu son étroite alliance avec la Turquie, qui commencera, dès cette année, à lui fournir des quantités considérables.

Clinton voit dans le succès des négociations israélo-syriennes, comme nous l'avons dit, une garantie de sa réélection. Le problème est que, dans cette perspective, la percée doit se produire en été 1996. Voilà pourquoi les élections israéliennes doivent avoir lieu en mai déjà. Il ne faut pas oublier que son adversaire dans les élections de novembre, le sénateur Robert Dole, menace de lui prendre des voix par la surenchère

concernant les Palestiniens qui n'auraient pas fait assez contre le terrorisme pour mériter une aide économique américaine, et surtout, obligeant les Etats-Unis à déplacer leur ambassade de Tel Aviv à Jérusalem avant l'an 2000. Bien sûr, Clinton pourrait se tromper et ne pas être réélu, comme il arriva à Carter après Camp David et à Bush après la "Tempête du Désert".

Quant aux Européens, il voient les choses d'un autre œil. La France, en particulier, veut promouvoir une authentique libération et une renaissance économique du Liban (c'était le message du voyage présidentiel à Beyrouth début avril 1996), ce qui implique le retrait total des forces israéliennes et un arrangement raisonnable avec la Syrie (dans le sens de l'application des accords de Taëf, prévoyant un retrait militaire syrien). Bien sûr, la résurrection économique du Liban et surtout financière de Beyrouth favoriserait les Européens (et, jusqu'à un certain point, certains Arabes) dans la course aux fruits économiques du "nouveau Moyen-Orient". Et les Européens entendent également veiller à l'inauguration d'un Etat palestinien (c'est pourquoi ils sont prêts à investir dans des projets d'infrastructure coûteux et non-viables économiquement, mais essentiels politiquement, tel le nouveau port de Gaza et le lien routier Gaza-Cisjordanie). Un tel Etat serait en fait dépendant, et, au vu de la concurrence israélo-palestinienne, il y a raison de penser qu'il pencherait plutôt vers les Européens (ceci est déjà une tendance perceptible dans les options prises par diverses branches de l'Autorité palestinienne). Avec la Palestine, le Liban et également des relations privilégiées avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, l'Europe jouirait d'atouts économiques et stratégiques considérables au Moyen-Orient, qui pourraient contrebalancer l'hégémonie américaine actuelle, et même créer un contrepoids passible d'attirer des pays comme l'Egypte, mal à l'aise, on le voit dans la répartition des tâches entre le président et son ministre des Affaires étrangères (ce dernier bien plus nationaliste arabe dans le ton), dans l'étreinte par trop forte des Américains. Le scénario préféré des Etats-Unis est bien connu: celui d'une forme de confédération d'intérêts à trois entre Israël, la Jordanie et l'entité palestinienne, qui a toutes les chances de perdurer jusqu'à la mort du roi Hussein. Mais après? La majorité palestinienne en Jordanie n'est pas forcément sourde non plus à d'éventuelles propositions de rechange, moins favorables au projet américain.

---

### Le facteur temps

---

Le processus de paix Madrid-Oslo-Washington est visiblement essoufflé: Israël est arrivé au bout de ce qui, depuis le départ, constituait l'essentiel de ce qu'il voulait céder aux Palestiniens. Tout pas en avant, sur son front est et nord, implique des décisions déchirantes qu'il n'a, jusqu'à présent, pas été résolu à prendre. Les Etats-Unis, par contre, plus que

---

Eté 1996

jamais, ont besoin qu'elle mette fin au conflit et pensent avoir identifié avec la Syrie le chemin de la stabilité régionale. La possibilité d'une victoire de la droite israélienne est perçue à Washington comme un vrai danger pour ses positions. Netanyahu ayant annoncé d'emblée qu'il ne rendrait pas le Golan et qu'il ne rencontrerait pas Arafat (mais il est vrai qu'un candidat tient un langage, un élu un autre). L'attrait d'une nouvelle configuration euro-arabe (présentant d'autres complications, telles les contradictions syro-libanaises) se ferait sentir plus fortement.

L'on peut même voir se dessiner à l'horizon de l'an 2000 les contours d'un jeu différent des puissances, où les acteurs ne sont plus les Etats-Unis et l'URSS menant une bataille idéologique désormais périmée, mais ressemblant plutôt aux anciens rivaux coloniaux, la France et la Grande Bretagne de la première moitié du siècle (l'Union européenne adoptant grosso modo les positions coloniales françaises par rapport à la région "levantine", les Etats-Unis ayant hérité des politiques plus "mondialistes" de la Grande-Bretagne impériale).

Les deux approches risquent de provoquer des tensions d'autant plus grandes, que les colonialistes "mondialistes", non moins que le colonialisme "levantiste", ignore les exigences objectives d'un règlement pouvant satisfaire les exigences minimales de toutes les parties au conflit.

**Roger Heacock** est professeur d'Histoire à l'Université de Bir Zeit.